

La situation critique du monde

Autor(en): **Freymond, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur**

Band (Jahr): **51 (1971-1972)**

Heft 1

PDF erstellt am: **30.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-162617>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La situation critique du monde

Nature de la crise et facteurs d'instabilité

Que nos sociétés contemporaines soient en crise, que le système international soit fondamentalement instable, nul n'en doute. Que cette crise, que cette instabilité aient des causes multiples, personne ne le conteste. Sur la nature de la crise, en revanche, sur l'importance relative des facteurs d'instabilité les avis divergent. Et ce sont précisément ces divergences qui constituent un obstacle jusqu'ici absolu à une action efficace. Seule la prise de conscience de la gravité et de l'immédiateté des dangers qui nous menacent individuellement et collectivement pourrait pousser à l'indispensable rassemblement des forces et des énergies.

Or, ces dangers sont évidents. La guerre tout d'abord. Notre monde marche vers la guerre. Bien plus, il y est déjà partiellement plongé, au Vietnam, au Moyen-Orient pour ne citer que ces deux zones de crise.

Conflits locaux qui ne sont déjà plus localisés. Leur prolongement a entraîné leur élargissement et leur radicalisation. Le nombre des protagonistes s'est accru aux divers niveaux de tension, national, régional, international. La guerre couverte qui, en Indochine, prolongeait la guerre du Vietnam, est devenue guerre ouverte dont on ne sait même pas si elle n'a pas déjà franchi la frontière de la Thaïlande. Les révolutions qui sont intervenues au Soudan et en Libye ont entraîné une modification du rapport des forces à l'intérieur du système d'Etats arabes et un durcissement des positions à l'égard d'Israël. Même processus à l'intérieur du mouvement palestinien où la poussée des éléments radicaux rend toujours plus problématique l'ouverture de négociations.

Or, les grandes puissances sont impliquées directement et dans des conditions telles qu'un dégagement devient extrêmement difficile. Ce n'est pas le repli des troupes américaines hors du Vietnam qui constitue l'obstacle principal, si complexes que soient les problèmes logistiques et tactiques à résoudre, mais les conséquences politiques de l'opération, aux Etats-Unis plus encore qu'au Vietnam. En cherchant à transformer leur victoire tactique en une défaite stratégique d'une grande puissance, les Nord Viet-

namiens provoquent aux Etats-Unis une crise morale et politique dont on a déjà pu mesurer l'ampleur. Crise d'autant plus grave qu'elle se greffe sur d'autres tensions internes de la nation américaine: tension raciale, tensions créées par l'angoisse que suscite le développement apparemment incontrôlable de la révolution industrielle.

Au Moyen-Orient, c'est l'URSS qui est engagée à un point qui rend un dégagement singulièrement compliqué. Non pas tant pour des raisons de politique intérieure, bien qu'il ne faille pas tenir pour assurée en permanence la cohésion de l'équipe dirigeante exposée à l'usure du pouvoir et à l'érosion de l'âge, pas plus qu'il ne faut sous-estimer les contradictions d'une société politique soumise comme les autres à la dialectique historique. Un dégagement est difficile du fait de la publicité même donnée à l'engagement, publicité plus lourde de conséquences que les investissements consentis en matériel et en hommes, du fait aussi que l'opération soviétique en Méditerranée s'inscrit dans une manœuvre stratégique globale dont les objectifs principaux sont plus encore l'Océan indien et les nations du Tiers Monde que le contrôle de la route méditerranéenne et des régions pétrolifères.

On ne devrait pas oublier, en effet, que la Chine, troisième des grandes puissances, joue un rôle dans le conflit du Moyen-Orient aussi bien que dans l'Asie du Sud-Est. En donnant, dans sa définition du contenu de la stratégie révolutionnaire, la priorité aux mouvements de libération nationale sur le système socialiste mondial, en transférant à l'échelle mondiale la lutte entre campagnes et villes, la Chine limite la liberté de mouvement de l'Union soviétique qui, en fait, lutte sur deux fronts. Son souci de maintenir sa position à la tête du mouvement révolutionnaire l'a conduite à renforcer son appui aux nations arabes et à maintenir ses contacts avec les mouvements palestiniens qui, sans cela, pourraient être tentés de chercher auprès des Chinois un patronage et un support. La vision globale que l'Union soviétique doit avoir du rôle du Tiers Monde l'incite à regarder, au delà de la partie nord du Moyen-Orient, l'ensemble de la péninsule arabique et cette route entre l'Asie et l'Afrique que représente l'Océan indien où le repli britannique a créé un vide stratégique. Une fois de plus, la lutte idéologique s'insère dans un moule géographique. La compétition sino-soviétique pousse donc le gouvernement soviétique à un durcissement de ses positions, ce qui, du même coup, réduit la marge de manœuvre des Etats-Unis.

Car le gouvernement américain n'est pas en mesure d'imposer une décision aux Israéliens parce que l'existence de l'Etat d'Israël revêt une valeur symbolique dans le contexte historique du XXe siècle et dans l'opinion américaine et mondiale. Ainsi les deux grandes puissances sont peu à peu amenées à se cristalliser dans une opposition de plus en plus affirmée du

fait de l'action de facteurs indépendants de leur volonté. L'intransigeance des Israéliens et des Arabes, le fait qu'au niveau régional du conflit déjà les principaux interlocuteurs ne sont plus en mesure de garantir les engagements qu'ils viendraient à prendre à cause de la multiplication du nombre des protagonistes et de l'opposition d'un mouvement palestinien indépendant et insaisissable, ont provoqué le transfert du conflit sur le plan international, ce qui a entraîné du même coup, par la superposition des contradictions régionales aux contradictions propres au niveau international une aggravation de la tension aux deux niveaux. Ainsi les uns et les autres, les petits et les grands, se sont laissé amener, par la poursuite de leur propre dessein, à augmenter la valeur symbolique de l'enjeu, s'enfermant les uns les autres dans un dilemme dont un des termes est la guerre et l'autre un recul proche de la capitulation.

Cette brève évocation de deux conflits majeurs visait à souligner la réalité de la guerre. Elle avait également pour objet de montrer comment, à travers le transfert de tensions d'un niveau local à un niveau international, on en vient, par l'enchevêtrement de ces deux niveaux de décision, à emprisonner les nations et leurs gouvernements dans des situations incontrôlables. L'étude des conflits politiques internationaux où s'affrontent des protagonistes identifiables nous donne la possibilité de reconstituer des mécanismes, de mettre à nu l'articulation des forces et de formuler des modèles applicables à d'autres types de conflits.

On voudrait croire que les deux grandes puissances nucléaires, soucieuses d'éviter un affrontement désastreux pour elles comme pour le reste du monde, vont poursuivre leurs efforts en vue d'un contrôle des armements et que les entretiens de Vienne déboucheront sur quelque accord qui permettrait d'amorcer une détente. C'est oublier qu'il n'y a pas d'entente possible sur le problème des armements nucléaires sans la collaboration de la Chine. Les discussions relatives au développement des fusées anti-fusées (ABM) ont déjà démontré que les Américains comme les Soviétiques devaient tenir compte du facteur chinois. C'est aussi sous-estimer les conséquences politiques du développement des recherches entreprises par les deux principaux antagonistes en matière d'armement. On s'était accoutumé, trop aisément sans doute, à l'idée d'une paix assurée par l'équilibre de la terreur. Or, cet équilibre reste singulièrement précaire. L'ouverture de négociations n'a pas interrompu les recherches.

La méfiance réciproque conduit à des mesures de réassurance et par conséquent à une aggravation de l'instabilité et de l'insécurité. Une instabilité, une insécurité dont l'Europe et les autres continents, quoi qu'ils fassent, ressentent les effets. Car il ne peut y avoir pour les nations du monde de vraie détente aussi longtemps que persiste, à travers la guerre du Vietnam,

à travers le conflit du Moyen-Orient, à travers le développement des armes nucléaires et la mise au point d'engins d'attaque ou de défense toujours plus précis, toujours plus nombreux, plus dévastateurs, la menace d'une conflagration générale. Tout au plus peut-on, à un niveau régional de décision, réduire ces tensions internes et éviter d'être cause de trouble pour les autres.

La dislocation de la société et la «menace écologique»

La guerre constitue pour les peuples du monde entier la menace la plus immédiate, la plus directe, la plus saisissable parce qu'elle existe à l'état endémique, qu'elle se manifeste partout sous les formes les plus diverses. La guerre s'est en quelque sorte fragmentée en niveaux d'affrontements multiples. Ce qui caractérise le monde contemporain, ce n'est pas seulement l'antagonisme des nations, la confrontation des puissances, mais un fléchissement du pouvoir de l'Etat, une généralisation de l'anarchie et, à travers la dislocation des groupes sociaux, l'apparition de nouveaux noyaux révolutionnaires, pour qui le refus du désordre établi passe avant la définition de la société à construire, peut-être parce que, par-delà leur inquiétude, ils sont encore à la recherche d'un message. Or, cette érosion des pouvoirs et des structures, cette fragmentation des conflits à laquelle aucune société n'échappe, quel que soit son degré de développement, a pour conséquence de rendre plus difficile la solution des problèmes, tant il est évident que tout conflit socio-politique au sein du groupe le plus restreint a tendance à s'insérer, par le système de vases communicants qui forme la substance des relations internationales, dans le conflit global de ce qu'on appelle encore les idéologies. L'anarchie tend à se généraliser du fait de l'interaction des crises aux divers niveaux.

Comment expliquer cette montée générale de la fièvre révolutionnaire qui, si diverses que puissent être les circonstances, se définit en fonction de l'âge plutôt que de la position sociale, si ce n'est pas l'accélération de la révolution industrielle? L'évasion des hippies hors du monde organisé, la révolte des étudiants contre des structures et des méthodes de formation désuètes, le refus des jeunes d'être «conditionnés», leur opposition à tous les partis, même révolutionnaires, parce qu'ils font partie du «système», traduisent plus ou moins confusément la prise de conscience de la mutation qu'impose la révolution industrielle. Réactions souvent désordonnées et destructrices, analogues aux manifestations des *luddistes*, par-delà lesquelles percent une angoisse et un appel.

Une angoisse et un appel qui les rapprochent des hommes de science qui, depuis des années, multipliaient en vain les mises en garde. Ceux qui,

il y a encore dix ans, parlaient d'écologie, suscitaient un intérêt poli et mesuré. D'autres préoccupations plus pressantes que la pollution de l'air et des eaux accaparaient l'attention. L'édification de la société industrielle apparaissait alors comme une entreprise valable dans laquelle il fallait engager les pays sous-développés. Politologues et sociologues s'attachaient alors à définir ce qu'ils appelaient les «sociétés de transition», par quoi ils entendaient les sociétés qui s'acheminaient, à travers la révolution industrielle, vers la «société d'abondance», couronnement de l'ère capitaliste pour les uns, point de départ pour les autres d'un nouvel âge et d'une nouvelle forme de vie sociale où il serait donné à chacun selon ses besoins.

Or, cette révolution des «rising expectations», qui doit coïncider avec la «fin des idéologies», débouche brusquement sur la vision de la catastrophe possible. Les découvertes scientifiques, l'accélération du progrès technique ne conduisent pas forcément à l'émancipation de l'homme, pas plus qu'elles ne lui garantissent le mieux-être. Au fur et à mesure que la société industrielle prend forme, elle perçoit, à travers le changement de nature et de dimension des problèmes à résoudre, que son existence même et celle des êtres qui la constituent, sont en jeu. Les métropoles deviennent ingouvernables et inhabitables, les grandes administrations incontrôlables, les moyens de transport insuffisants et non rentables, l'air irrespirable et les eaux naturelles bientôt imbuables. Les progrès de la médecine changent la dimension des problèmes posés par le coût de la maladie et de l'équipement hospitalier. L'allongement de la durée moyenne de la vie, se greffant sur la possibilité offerte d'une réduction des heures de travail, contraint à regarder de plus près l'envers de cette civilisation des loisirs conçue comme un nouvel âge d'or. A l'inquiétude suscitée par la liquidation des résidus radio-actifs succèdent les paniques provoquées par l'invasion des nappes de mazout et de détergents. La généralisation du gaspillage entraîne l'augmentation des déchets et la destruction des ressources naturelles. L'utilisation systématique des insecticides, les défrichements hâtifs, l'extension des zones urbaines modifient d'une manière subtile mais peut-être irréversible les conditions de vie.

On aurait tort d'ailleurs d'imaginer que les pays dits sous-développés échappent à cette perversion du progrès. Il suffit d'observer la croissance galopante des métropoles gigantesques qui se développent au cœur de ce qui est forêt, brousse ou désert pour conclure qu'au Brésil et au Pérou, comme aux Etats-Unis, la dynamique urbaine se développe sous l'effet de poussées contradictoires, bousculant jusqu'aux politiciens qui prétendent la canaliser. En fait, le resserrement des relations internationales et la diffusion dans le monde entier de stéréotypes ont pour conséquence de faire peser plus lourdement sur les sociétés sous-développées la contradiction

entre sous-développement et sur-développement et d'aggraver à l'intérieur de chaque pays la tension entre l'extrême pauvreté et la richesse insolente. Ce sont ces tensions internes, révélatrices de l'incapacité de ce qu'on appelle – si elles existent encore – les classes dirigeantes nationales d'assumer leurs responsabilités politiques, qui doivent nous inquiéter. Et non pas tellement le fossé qui va s'élargissant entre niveau de vie des pays développés et des pays sous-développés, car le développement des pays avancés ne se fait pas forcément au détriment des pays sous-développés. Sur le plan international, l'enrichissement de l'un ne signifie pas l'appauvrissement de l'autre. La différence des niveaux au départ explique celle des cadences de croissance.

Définir une méthode

Nous entrons dans une nouvelle époque, déclare Jonas Salk dans un texte récent, une époque où nous devons aborder nos problèmes d'un point de vue «biologique» et où il s'agira d'assurer simultanément la santé physique et spirituelle de l'homme en tant qu'individu et de l'espèce humaine. Ce n'est pas tant ce que Salk dit qui nous frappe, que le fait qu'il le dit et qu'il est loin d'être seul à le dire. Un changement d'époque intervient au moment de la prise de conscience, sinon par l'ensemble du corps social, du moins par les porteurs d'idées, de la dimension révolutionnaire des transformations en cours et qui brusquement se trouvent rassemblées sous un dénominateur commun. La nécessité d'aborder les problèmes d'un point de vue «biologique» s'était imposée de plus en plus impérativement depuis les hécatombes des guerres mondiales et les progrès des armes de destructions massives. Elle poussait et pousse un nombre croissant d'êtres sensés au refus de la guerre et du recours à la force. La découverte de la «menace écologique» ne fait que renforcer nos convictions en plaçant durement nos sociétés contemporaines devant l'obligation de se transformer radicalement ou de disparaître.

Or, les conflits politiques nous inquiètent non seulement parce qu'ils font peser sur l'ensemble des peuples du globe le danger d'une explosion totalement destructrice, mais aussi, et tout autant, parce qu'ils détournent l'attention des gouvernements des nations d'un autre péril tout aussi grave et qui ne peut être conjuré que par un regroupement global des moyens et des volontés. Trop exclusivement attaché à la réalisation de ses desseins politiques, l'homme ne saisit pas l'ampleur de la mutation qui s'opère pourtant sous ses yeux. La survie de l'espèce ne le laisse pas indifférent, mais il ne se sent pas toujours concerné directement. En chaque être a toujours per-

sisté sinon la conviction, du moins l'espoir qu'il échapperait au destin commun, peut-être parce qu'il était plus intelligent que ses voisins.

Ainsi le fait que la menace de la guerre et celle d'un renversement des conditions écologiques se développent parallèlement complique la solution des problèmes jusqu'à la rendre impossible. Car ce n'est pas assez de dire que ces deux menaces se développent parallèlement. En fait elles se combinent. La menace de la guerre stimule la recherche scientifique et le progrès technique, accélérant ainsi la cadence de la révolution industrielle et aggravant du même coup les tensions sociales et psychiques génératrices de violence et de guerre. Nos sociétés contemporaines sont prises dans une spirale où science et violence se stimulent réciproquement. Il faudrait pouvoir canaliser l'une et l'autre.

Mais comment arrêter la marche vers la guerre? Comment empêcher la dissémination non seulement des armes mais des conflits? Comment canaliser la révolution scientifique et humaniser la société industrielle? Comment harmoniser le développement des peuples et dépasser les frontières créées par les idéologies? Le temps nous est mesuré; nos chances sont réduites.

Devant la multiplicité des problèmes et l'enchevêtrement des tensions, notre première préoccupation devrait être de définir une méthode, de trouver un angle par lequel approcher ce chaudron en ébullition intellectuelle et passionnelle qu'est le monde contemporain. Il ne sied pas de prescrire un remède, encore moins de prodiguer des avis aux gouvernements. Tout au plus pouvons-nous constater avec bien d'autres que la solution des conflits du Moyen-Orient et du Vietnam est une des conditions de la détente et que leur prolongation pourrait nous conduire tous à notre ruine. De même devrions-nous souligner qu'il n'y a pas normalisation des relations internationales sans reconnaissance par chacun à l'autre du droit d'être différent.

Sur le plan de la méthode, en revanche, il est possible de formuler des recommandations plus fermes. Ce qui nous importe, c'est tout d'abord de saisir la nature de la révolution qui disloque nos sociétés contemporaines ou plus exactement le processus révolutionnaire par lequel elles sont emportées. Si l'analyse confirme la relation établie par Marx entre les modifications de l'appareil de production et les transformations des structures sociales, elle met en question, en revanche, le concept de lutte de classes. Qui donc, dans la confusion générale actuelle, peut prétendre circonscrire une classe révolutionnaire et définir avec suffisamment de précision les contours de ce qu'on appelle l'*Establishment*? Dans la société industrielle dont nous avons vu qu'elle englobait par certaines de ses manifestations les sections avancées des pays sous-développés, le pouvoir tend à se diluer

comme d'ailleurs l'opposition. En lieu et place des classes dirigeantes, on trouve des porteurs d'intérêts particuliers, et c'est en vain qu'on chercherait par-delà les factions révolutionnaires une classe révolutionnaire. En dépit des apparences et de la phraséologie politique, ce n'est pas sur le mode d'accumulation du capital que, dans un monde imprégné de socialisme, les positions se prennent. Ce n'est pas non plus dans la misère qu'il faut chercher aujourd'hui comme hier la cause profonde de la poussée révolutionnaire, mais bien plutôt dans le désir général d'être associé, individuellement plus encore que collectivement, à la distribution des bénéfices résultant d'une croissance dont la cadence se précipite non seulement par l'effet du progrès technologique mais sous la pression de cette insatisfaction générale et permanente que le producteur stimule. Ici encore les uns et les autres s'emprisonnent dans une spirale qui les conduit tous à la ruine, à moins que l'identification de ce processus d'autodestruction ne nous permette de nous dégager à temps. Peut-être que dans les deux communautés où se formulent des critiques authentiquement révolutionnaires – celles des savants et celles des jeunes – un regroupement de force s'opérera.

La reconstitution du processus doit être complétée par l'analyse des structures. Le système international n'est pas, comme on l'affirme trop souvent, articulé autour de deux ou de trois puissances disposant d'un pouvoir déterminant sur les autres nations. Il est composé d'un ensemble de sub-systèmes dont les éléments constitutifs, les nations, ont conservé, malgré l'interpénétration croissante des intérêts, un large degré d'indépendance. Une indépendance qu'elles affirment lorsqu'il importe de se protéger de l'intervention des puissants, mais sur laquelle elles n'insistent jamais lorsqu'il s'agit de se débarrasser d'un fardeau. Incapables de résoudre les problèmes qui se posent à leur niveau en consentant les sacrifices nécessaires, ces entités politiques nationales en viennent à transférer leurs tensions internes et leurs contradictions à un niveau supérieur de décision, sans voir que par cela même elles aliènent leur indépendance et compliquent, par superposition de tensions, la solution des crises.

Il s'agit par conséquent de hiérarchiser les problèmes en fonction des niveaux de décision, de remettre aux nations le soin de régler elles-mêmes certaines questions qui les concernent en leur rappelant que le principe d'auto-détermination implique l'acceptation de devoirs et de responsabilités. Ainsi les grandes puissances doivent prendre les risques qu'implique une politique de dégagement, tandis que l'Organisation des Nations Unies, qui sombre dans la confusion et l'impuissance par le fait de ceux qui prétendent la charger de porter remède à tous les malheurs du monde, ne retrouvera quelque efficacité que lorsqu'elle se sera libérée des problèmes locaux pour se concentrer sur les tensions qui se situent à son niveau opéra-

tionnel. Si paradoxal que cela puisse paraître, un renforcement systématique des centres de décision régionaux et locaux est aujourd'hui une des conditions essentielles du fonctionnement harmonieux d'un système international. Certains évoqueront à ce propos la méthode fédéraliste. Pourquoi pas ?

Hiérarchiser les problèmes en fonction des niveaux de décision. Nous devons savoir ce que nous pouvons et devons entreprendre au niveau national, au niveau régional, au niveau international. Cette répartition des tâches ne peut être laissée à l'instinct. Elle doit être aujourd'hui, du fait des bouleversements provoqués dans les structures et dans les esprits par l'accélération de la révolution industrielle et par la généralisation du recours à la violence, pensée et définie à nouveau.

HANS KARL FREY

Konfrontation mit der Dekolonisierung

Farbige Weltrevolution und Dekolonisierung

In seinem 1933 erschienenen Werk «Jahre der Entscheidung» spricht Oswald Spengler von der «weissen Weltrevolution», die für ihn die Auflehnung gegen die in geistiger Zucht und hierarchischer Ordnung zu staatspolitischer Verantwortung herangebildete abendländische Elite ist. Da diese sich dieses Ansturms nicht erwehren kann, wird ihre Herrschaft auch in den überseeischen Gebieten schwinden müssen. So ist für Spengler die «farbige Weltrevolution» die rassenmässige Fortsetzung des europäischen Revolutionszeitalters. In seiner apokalyptischen Schau fehlt das Verständnis für den Freiheitswillen der Botmässigen und für ihren Anspruch auf staatliche Mitgestaltung. Auch scheint er nicht zu erkennen, dass die durch die geometrische Bevölkerungszunahme, die Kettenreaktion der Technik und durch die immer stärkere Verflechtung der Völkergemeinschaft ent-